



Independent observer  
of the Global Fund

« L'OFM répond à de réels besoins des acteurs de mise en œuvre, décideurs et influenceurs de la région d'Afrique de l'Ouest et Centrale d'informations et d'analyses indépendantes »

Au terme de deux ans de soutien aux activités de l'Observateur du Fonds mondial, version francophone du GFO, L'Initiative et Aidspan ont commandé une évaluation externe indépendante visant à mesurer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la pérennité de ce dispositif. L'évaluation a été conduite sur la dernière année du projet (juillet 2019 – juin 2020), et a permis d'interroger des acteurs de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que des membres du Secrétariat du Fonds mondial, des représentants dans les comités et au Conseil d'Administration du Fonds mondial. Cet entretien avec les 2 évaluatrices en livre les principales conclusions et les recommandations.

1- Bonjour, pourriez-vous présenter et expliquer les raisons pour lesquelles vous avez souhaité évaluer le projet de soutien aux pays d'AOC mis en œuvre par Aidspan et financé par L'Initiative ?

Nous avons évalué le projet intitulé « Renforcement du partage d'information et des bonnes pratiques sur le Fonds Mondial de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre par le biais de l'Observateur du Fonds Mondial », c'est-à-dire l'OFM.

Nous avons toutes les deux travaillé avec ou pour le Fonds mondial, et il était très intéressant d'évaluer le produit phare d'Aidspan, qui est doté d'une certaine aura depuis la création du GFO il y a près de 20 ans. Évaluer ce projet, qui n'est pas un projet classique de mise en œuvre, mais d'influence, d'accès à l'information et stratégique, était donc tout particulièrement intéressant pour nous.

Pour Vanessa, qui a géré près de dix portefeuilles en tant que gestionnaire de portefeuille au Fonds mondial, au sein de la région AOC et développé les outils simplifiés d'accès aux financements utilisés pour

le NFM2, avoir une vue à 360 degrés de l'écosystème Fonds mondial en interviewant aussi bien les membres du Board, de comités, CCM, du FM, etc. revêtait un attrait tout particulier.

Pour Juliette, consultante ayant travaillé dans la région AOC en matière de droits humains, genre et populations clés, la perspective d'évaluer l'OFM, un outil permettant d'améliorer la participation de la société civile, des CCM et des bénéficiaires dans la gouvernance du FM et donc sa redevabilité, l'intéressait au plus haut point.

Nous voulions voir comment Aidspace a essayé de faire évoluer le GFO, sur la partie francophone et la région Afrique de l'Ouest et Centrale. La perspective de conduire cette évaluation en binôme était également un élément important.

2- Quelles sont aujourd'hui les principaux acquis de l'Observateur du Fonds Mondial (version francophone du GFO d'Aidspace) et les éléments d'amélioration ?

Tout d'abord l'OFM répond à de réels besoins des acteurs de mise en œuvre (PR, SR), décideurs (CCM et membres du Conseil d'administration du FM) et influenceurs (société civile, Bureau des circonscriptions africaines) de la région d'Afrique de l'Ouest et Centrale en matière d'accès à une information et des analyses critiques et indépendantes sur le FM, qui ne seraient pas disponibles autrement. Le Fonds mondial est une organisation en constante évolution, qui produit énormément de documents, longs, complexes, la plupart du temps en anglais et souvent de type "marketing". Il est difficile pour les acteurs de suivre tous ces changements, de comprendre leurs implications concrètes et d'avoir donc une participation active et éclairée à la gouvernance du FM. Par exemple, les représentants au conseil d'administration du FM issus de la région occupent d'autres fonctions que celles-ci et, à moins de faire partie d'une délégation dotée de moyens dédiés, n'ont pas d'autres sources d'information pour avoir des analyses leur permettant de décrypter les politiques du FM et /ou de faire connaître des pratiques au niveau pays. Ceci est surtout le cas pour les représentants des communautés et de la société civile. Les lecteurs interviewés pendant l'évaluation apprécient la qualité des analyses, leur caractère quasi-instantané pendant le conseil d'administration et les réunions des comités. Elles constituent des aides à la compréhension et à la prise de décision. Pour ceux qui connaissent l'OFM, cela représente donc une source d'information et de décodage importante.

De plus, l'OFM relie effectivement la région AOC à l'écosystème du FM, en offrant une opportunité de rendre cette région plus visible avec un partage des expériences et des défis spécifiques de la région (13 pays de cette zone sont qualifiés de "contextes d'intervention difficiles" ou mis sous "politique de sauvegarde additionnelle", et questions relatives au renforcement des systèmes de santé (RSS)). Les auteurs des articles et correspondants de l'OFM, qui connaissent bien les réalités des pays, apportent une plus-value par rapport à la version anglophone "GFO" qui se focalise principalement sur l'analyse des politiques, stratégies et procédures du FM.

Il existe cependant des éléments à améliorer : les outils actuels ne permettent pas une croissance du lectorat. Les formats, les canaux de diffusion et les outils utilisés (site internet et lettre OFM) sont peu attractifs et peu diversifiés pour les utilisateurs, il est souvent difficile de trouver les informations sur le site. Par ailleurs, Aidspace ne s'est pas doté d'outils performants qui lui permettent de mieux connaître son lectorat et de le suivre (statistiques).

Il existe donc un fort potentiel à la condition de développer des stratégies efficaces de diffusion et une communication moderne, attractive et ciblée.

3- Vous dites dans votre rapport qu'Aidspan a plus de notoriété au niveau global et auprès des acteurs de la gouvernance (comités, CA) que dans les pays : comment l'expliquez-vous ? Et que recommandez-vous pour que cela change ?

Alors, attention nous n'avons pas évalué Aidspan ni le GFO mais l'OFM. Nous nous sommes basées sur des entretiens semi-dirigés conduits auprès de 43 personnes, représentant différents segments actifs au niveau global, régional ou national (pays). Nous avons interviewé des acteurs de la gouvernance et du Secrétariat du FM, des secrétaires permanents et présidents de CCM, des membres de plateformes régionales de la société civile, des membres du Bureau des circonscriptions africaines, des représentants de PR et de SR et enfin des partenaires.

A travers cette enquête qualitative, nous avons effectivement constaté que les lettres OFM produites par Aidspan semblent plus connues par les acteurs actifs au niveau global ou régional, que par ceux du niveau pays. Il s'agit de ceux directement impliqués dans la gouvernance du Fonds Mondial.

Nous l'expliquons par le fait que la cible originelle d'Aidspan et du GFO, dont l'OFM est le dérivé francophone, sont les membres du conseil d'administration et de ses comités, car ceux-ci constituent l'organe principal de décision dans la gouvernance du FM. De plus, l'OFM a seulement deux ans d'existence, il reste donc beaucoup à faire pour installer sa "marque" auprès du public francophone. En comparaison, le GFO existe depuis 20 ans et est donc mieux connu dans les pays anglophones. Il faut noter que les CCMs et les représentants des plateformes régionales de la société civile de la région ont une connaissance croissante de l'OFM. Avec une stratégie de communication adaptée (formats plus courts, utilisation du visuel, des groupes whatsapp, etc.), et des contenus adéquats (expériences terrain demandées par la plupart des répondants), l'OFM devrait pouvoir accroître et diversifier son lectorat.

4- Dans le paysage actuel de la santé mondiale, qu'apporte une organisation comme Aidspan ? Où la voyez-vous dans 5 ans ? A quelles conditions ?

Aidspan joue un rôle de "poil à gratter", de surveillance (c'est son mandat), dans un contexte où les montants et les enjeux de santé sont énormes. On dit que l'argent est le nerf de la guerre, l'accès à l'information l'est tout autant. Le monde va vite, l'information est continue et les processus changent souvent, et encore plus depuis la COVID-19, qui a vu de nouveaux mécanismes et outils de financement se créer. Les acteurs interrogés lors de l'évaluation ont rappelé à quel point le décryptage de cette information, des processus, des enjeux sous-jacents, les aidaient: au niveau du conseil d'administration, comme au niveau des plateformes régionales.

2022 verra Aidspan développer un nouveau plan stratégique, et c'est une bonne opportunité, d'autant que c'est l'année de reconstitution des ressources pour le Fonds mondial, et l'adoption de sa nouvelle stratégie. Ce qui est sûr, c'est que le monde a changé depuis sa création il y a 20 ans. Une lettre d'information et un site web ne suffisent plus dans le monde actuel, et Aidspan devra se doter d'une stratégie de communication et d'influence pour lui permettre de remplir sa mission (influencer la transparence et l'efficacité du Fonds mondial aux niveaux mondial et national).

Parmi les perspectives, il y a la possibilité d'étendre son action de "watchdog" aux autres acteurs de l'écosystème du Fonds mondial (être moins "FM-centrique"), et aux autres bailleurs. Les enjeux, notamment de coordination des financements des grands bailleurs (appelés les "3G": Global Fund, Gavi, GFF)- tous trois de plus en plus impliqués dans le renforcement des systèmes de santé- sont de plus en plus complexes, que ce soit au niveau global ou au niveau de chaque pays. La surveillance de la transparence, de l'efficacité de l'utilisation des fonds et de leur articulation au niveau pays est une évolution quasi-certaine.

Par contre, une implication grandissante dans des activités de renforcement de capacités des acteurs, comme les CCMs, sur des thématiques plus “traditionnelles” et déjà remplies par d’autres fournisseurs d’assistance technique reviendrait à brouiller l’image d’Aidspan. Une ouverture sur les autres bailleurs et acteurs de la santé mondiale nécessite de renforcer son positionnement sur son cœur de métier, l’Observatoire. Cela nécessite également d’acquérir une connaissance pointue de ces autres institutions et de tisser avec elles des relations qui vont lui permettre de jouer ce rôle.

5- Dans quelle mesure le choix de L’Initiative de financer l’OFM pour améliorer l’accès des acteurs francophones à l’information sur le FM est-il stratégique ?

Ce projet est stratégique pour L’Initiative et le ministère de l’Europe et des Affaires Étrangères français (MEAE), en considération des engagements et investissements importants dans la région AOC de la France et du FM. La France finance en effet le FM à hauteur de 1,3 milliards d’Euro (2020-2022) et, selon son rapport d’activités 2020, l’Initiative a engagé plus de 13 millions d’euros sur les zones Sahel, Golfe de Guinée, Afrique centrale. La région AOC représenterait 22% des enveloppes totales des subventions du Fonds mondial. L’OFM est une source d’information fiable, en instantané, qui permet de décrypter le FM ce qui est indispensable dans un écosystème largement dominé par l’anglais. Il est important de préciser ici pour les lecteurs de l’OFM qu’à la fois Aidspan et L’Initiative se sont accordées sur l’absence d’ingérence de L’Initiative sur le contenu de l’OFM.

De plus, il existe une forte cohérence du projet OFM avec l’axe 4 de la stratégie de L’Initiative : l’accès à une information critique pour la compréhension et le positionnement des acteurs francophones tels que les CCM, le Bureau des Circonscriptions Africaines (BCA) et la société civile d’AOC joue un rôle important sur leur capacité à exercer une influence au sein de l’écosystème du FM. Enfin, la production et diffusion d’une information objective et indépendante sur le Fonds mondial, ses politiques et stratégies, vient également compléter le soutien apporté par L’Initiative au BCA afin de renforcer la capacité de la circonscription à jouer son rôle en matière de gouvernance du Fonds Mondial.

\* Juliette Papy a travaillé à l’ONUSIDA et depuis 2016, elle est consultante en santé publique pour des agences des Nations Unies, la GIZ, Expertise France et des ONGs variées. Après plus de 12 années passées au FM, Vanessa Rousselle a décidé en octobre 2020 de poursuivre de nouvelles opportunités. Elle agit désormais comme consultante auprès d’agences des Nations Unies, Expertise France, ONGs et communautés, spécialisée en évaluation et en appui-conseil sur les questions de stratégie, de gouvernance et de plaidoyer et de mise en œuvre.

[Read More](#)

---